



L'homme cherche à oublier où le chemin conduit. Héraclite

Politique

semaine 23 - 2018

Du 04 au 10/06

Si le populisme est la capacité d'écouter les besoins du peuple, alors nous nous en revendiquons

Giuseppe Conte, président du Conseil italien

Un porcelet, ce n'est pas un bébé cochon, c'est un porcelet ! Un veau, ce n'est pas un bébé vache, c'est un veau !
Christian Jacob, député LR

On avait promis le Kärcher, on n'a même pas pu brancher le tuyau parce que les bonnes âmes centristes étaient choquées

Thierry Mariani, paria LR

C'est Juppé qui a introduit les trucs pisse-froid, avec sa peur de la presse

André Santini, ex-député

Parce que l'Occident ne détient plus le monopole de l'histoire, nous assistons à l'émergence du tragique à travers le terrorisme islamique

Bruno Retailleau, sénateur LR



Dans la crise italienne, vous aurez certainement remarqué que le président Mattarella n'a pas tiqué sur l'éthique de certains membres de la Ligue aux dérives identitaires et xénophobes, mais qu'un ministre de l'économie critique la monnaie unique, c'en est trop.

Claque pour Nicolas Hulot dans son combat pour l'interdiction du glyphosate, cet herbicide qui empoisonne nos campagnes. Même un amendement de Matthieu Orphelin n'y fera rien. Le ministère de l'Agriculture et l'Élysée s'oppose d'inscrire dans la loi l'interdiction du glyphosate.

En fait les syndicats d'agriculteurs se sont engagés à préparer par étapes l'abandon de l'herbicide, mais ils veulent des exceptions et n'excluent pas des retards. Orphelin voulait que l'objectif soit gravé dans le marbre. Fin de l'histoire.

Pour Christiane Lambert, patronne de la FNSEA, : « *Inscrire l'interdiction du glyphosate en trois ans aurait créé des distorsions de concurrence avec nos voisins européens qui ne sont pas soumis aux mêmes contraintes* » La bonne question est : y-a-t-il une alternative au glyphosate ?

À l'invitation du préfet de police, Michel Delpuech, les responsables policiers des principales métropoles occidentales confrontées au terrorisme se réuniront à Paris le 12 juin. Sont attendus les représentants des villes de New York, Londres, Sydney, Toronto, Bruxelles, Madrid, Milan et Stockholm.

Feu le grand bonhomme que fut Michel Jobert : « *Au rythme où vont les choses, la politique africaine de la France va bientôt se réduire à Barbès-Rochechouart...* ». Nous n'en sommes pas loin. Voir le Naufrage Centrafricain qui permet à la Russie de prendre pied.

On se marre ! Le professeur en économie au collège de France Philippe Aghion, un des contributeurs influents du projet d'Emmanuel Macron, récemment décoré de l'ordre du Mérite, multiplie les critiques sur la politique économique actuelle dans les médias. Ses reproches suscitent déjà des vocations de frondeurs dans les cercles macronistes.

Professeur à l'ESCP Europe et éditorialiste sur BFM TV, Jean-Marc Daniel dénonce le renoncement d'Emmanuel Macron à s'inspirer du modèle libéral anglo-saxon, là où Philippe Aghion regrette, au contraire, l'abandon du modèle social nordique. Enfin, la mise sur la touche de Jean Pisani-Ferry, signe également aux yeux de plusieurs de ses soutiens la mise à distance des économistes par l'Élysée.

Jean-Louis Borloo est destinataire de nombreuses marques de soutien de la part d'élus de tous bords depuis qu'Emmanuel Macron a semblé squeezer son Plan banlieues. Certains le verraient bien rebondir à la tête d'une liste centriste aux européennes.

Benyamin Netanyahu est à Paris pour lancer la saison France-Israël, soit 400 manifestation sur la culture, l'économie, la science et l'innovation dans les deux pays. Netanyahu n'en a rien à foutre de la France, mais comme elle détient la plus grosse communauté juive d'Europe... faut faire avec. Et puis, ça rapporte gros. Et d'appuyer sur la pédale antisémite, ça mange pas de pain.

L'eurodéputé Bernard Monot, élu au Parlement européen en 2014, quitte le Front national. Le groupe ENL (Europe des Nations et des Libertés), que copréside Nicolas Bay, ne compte donc plus que 16 députés FN après les départs d'Aymeric Chauprade, Sophie Montel, Florian Philippot et Mireille d'Ornano. Monot, économiste, rejoint Nicolas Dupont-Aignan.

Ca va saigner au Front. « *Marine ne va pas reconduire plus de trois sortants* » aux européennes, se murmure-t-il dans les couloirs du RN (Rassemblement national). « *Marine fonctionne avec l'entourage du moment, elle va placer les copains...* » déclare une élue quasi certaine d'être exclue.

« *Emmanuelle Ménard est très collante* », assène un député LR. La députée de l'Hérault, qui siège avec les députés FN mais a des relations difficiles avec eux, notamment avec Marine Le Pen, cherche à multiplier les contacts avec Les Républicains. « *Elle tente de mettre en œuvre à l'Assemblée nationale le rassemblement des droites que préconise son mari* », devine un élu.

Crédité de 6 à 8% des voix aux élections européennes, Nicolas Dupont-Aignan peut espérer entre 6 et 8 sièges en conduisant sa propre liste. Inutile donc de s'allier avec le RN (Rassemblement national, ex FN).

jeudi 7 juin, pour trois jours, s'ouvre à Turin, en Italie, la conférence du Bilderberg, un club très fermé qui réunit chaque année des personnalités du monde économique et politique. Depuis 1954, une centaine d'invités triés sur le volet convergent au printemps vers un hôtel de luxe privatisé pour l'occasion et placé sous haute protection.

Chefs d'Etat, ministres, patrons de banque, PDG de multinationale, militaires, spécialistes de la sécurité internationale, universitaires et représentants d'organisations internationales comme le FMI ou la Banque mondiale sont priés de venir seuls. La reine des Pays-Bas et Henry Kissinger en sont les piliers.

Mais comme toujours, ça fuit. Cette année, du côté français, en seront le ministre de l'Education, Jean-Michel Blanquer, mais aussi l'ancien Premier ministre Bernard Cazeneuve, ou bien encore la nouvelle directrice générale de l'Unesco, Audrey Azoulay. Ce bazar est présidé par le français Henri de Castries, l'ex-patron d'Axa à la retraite.

Elysée

Devant quelques journalistes, Macron a estimé que Trump répondait aux déséquilibres internationaux «*de la pire manière, c'est-à-dire en fragmentant et en faisant du nationalisme économique et commercial*». «*Le nationalisme, c'est la guerre*, a-t-il ajouté, citant François Mitterrand (pompé dans Céline). *C'est exactement ce qui s'est passé dans les années 30.*»

Emmanuel Macron envisage de se rendre au Portugal et en Espagne en juillet. L'objectif étant de réaliser un sommet sur les interconnexions électriques entre les trois pays afin de mieux répartir les capacités, ce qui nécessite un plan d'investissement massif.

Le directeur de cabinet de l'Élysée Patrick Strzoda vient de déposer le 31 mai à l'INPI une nouvelle marque : « *Elysée - Présidence de la République* ». Autrement dit toute la bimbeloterie républicaine : tasses, couteaux, parapluie, parfum, etc. Histoire de générer des « *revenus additionnels* ».

En recevant le leader israélien, qui prône « *une coalition militaire* » anti-Iran, le chef de l'État a appelé Netanyahu à la retenue. Macron a, en revanche, reconnu que l'implantation du Hezbollah en Syrie posait un problème de sécurité à Israël.

Que ferait la France en cas d'attaque israélienne contre un site nucléaire iranien ? Pourrait-elle ne pas condamner une telle attaque ? C'est pour éviter ce genre de cauchemar qu'Emmanuel Macron cherche à calmer le jeu. La politique étrangère israélienne ? Toujours faire monter les enchères !

Dimanche 3/6 Donald Trump et Emmanuel Macron se sont causés au téléphone et ça s'est très mal passé. Au menu, le commerce et l'immigration. Macron pensait pouvoir parler librement, mais Trump supporte mal la critique. Pour un observateur américain, « *Trump pourrait avoir perdu son dernier ami au sein du G7* ». Theresa May, qui a eu également Trump au téléphone, l'a taclé sur les taxes de l'aluminium et de l'acier.

A peine nommé président du Conseil des ministres italien, Giuseppe Conte recevait un coup de fil d'Emmanuel Macron le félicitant et lui proposant de participer, avec l'aile modérée du Mouvement 5 étoiles, au groupe qu'il entend constituer à Strasbourg. Le chef de l'Etat français cherche à reconfigurer le Parlement de Strasbourg par d'autres moyens.

Gouvernement

On se marre. Inaugurant le festival d'histoire de l'art de Fontainebleau, notre baltringue ministre de la Culture, Françoise Nyssen, a été surprise de croiser son homologue grec, Lydia Koniordu. Le cabinet de Nyssen n'avait semble-t-il pas jugé bon de la prévenir. Or, la Grèce était le pays invité de cette 8^e édition.

Le ministère de la Justice opérerait pour un gel de trois ans du budget des services de la Protection judiciaire de la jeunesse. Cette administration emploie 9 000 éducateurs.

Lors de la présentation de la réforme de l'audiovisuel public, à la question quel est le montant des économies demandées à ce secteur qui bouffe 3,9 milliards d'euros, on n'en saura rien car tant Françoise Nyssen que Delphine Ernotte se sont barrés à peine leur discours esquissé.

La sous-ministre à la sous-Culture a rappelé les trois grandes missions du service public : la proximité, l'information et le débat d'idées, l'éducation. Alors là on se marre franchement car on est loin du compte. Côté débat d'idées, on nous impose une France soi-disant multiraciale, multiculturelle et côté éducation, Nyssen doit s'imaginer que la négrofication des chaînes suffit à calmer les banlieues au détriment de la Gaule profonde. Le tout enrobé du papier droit de l'hommesque.

Matignon doit présenter ce mois-ci un énième Plan d'action contre le terrorisme (PACT), l'action des puissances étrangères contre les intérêts français suscite un regain de préoccupation au sommet de l'Etat. Notamment la Chine mais aussi la Russie. Plus délicates sont les affaires impliquant des pays alliés, comme les Etats-Unis ou Israël, très actifs dans l'espionnage économique.

Le Premier ministre Edouard Philippe a pris la parole lundi soir au 210^e anniversaire du Consistoire, instance de représentation du culte juif créée en 1808 par Napoléon. Il a redit son « *absolue détermination à lutter contre l'antisémitisme sous toutes ses formes.* » Que dire d'autres ?

Institutions

Brune Poirson, secrétaire d'Etat auprès de Nicolas Hulot, s'est fait alpagner par le député socialiste Christian Hutin d'un « *Ce n'est pas vrai, ma poule* ». « *Je dis "ma poule" à tout le monde, fille comme garçon. Ca n'a rien de péjoratif ou de sexiste* », se défend Christian Hutin. Contrit, l'élus du Nord est tout de même allé s'excuser auprès de la secrétaire d'Etat. On regrette la III^e République !

La Direction générale de l'armement (DGA) va devoir mettre les bouchées doubles sur l'intelligence artificielle (IA). Comptant seulement une dizaine d'ingénieurs spécialisés aujourd'hui, la direction espère rassembler près de 200 experts sur ce thème d'ici quatre ans.

Julien Aubert, député du Vaucluse, verra sa proposition de loi antisquat créant un délit d'occupation sans titre examinée lors de la niche LR ce mois-ci. Par ailleurs, en tant que rapporteur énergie à la commission des finances, il a obtenu que les Républicains choisissent d'évoquer le coût des politiques énergétiques pour le débat organisé les 19 et 20 juin sur l'efficacité des politiques publiques.

François de Rugy, à la présidence de l'Assemblée, multiplie les contractuels. Ce sont 29 personnes qui sont engagées qui n'apparaissent pas dans l'organigramme. Le coût de ce personnel contractuel est passé de 2,6 millions € à 2,75 millions €. Larcher au Sénat se contente de 18 conseillers.

A force d'être piétinés, les élus écologistes de la majorité présidentielle, tel le député LREM ancien membre des Verts François-Michel Lambert, commencent à « *en avoir ras-le-bol* », et ont décidé « *de s'organiser pour peser* ». En constituant un groupe à l'Assemblée mais surtout en montant une liste aux européennes. Noël Mamère est disponible, Yannick Jadot aussi.

Divers

La recherche du successeur de Jean-Marc Janailac à la tête d'Air France s'intensifie avec l'entrée en piste d'un deuxième chasseur de tête. Après Egon Zehnder, le cabinet américain Heidrick & Struggles vient d'être missionné pour présenter un candidat d'ici fin août. Y-a-t-il un français dans la salle ?

Le taux de disponibilité technique des hélicoptères d'attaque Tigre en dotation au sein de l'Aviation légère de l'armée de terre (de l'ordre de 25 % en 2016), seule une vingtaine de ceux-ci sur un total de 70 est aujourd'hui disponible !

20 ou 25 sont en réparation légère ou entretien courant tandis que le dernier tiers est chez l'industriel pour révision. Or, a rappelé le général Beaudouin, l'objectif de l'EMAT était de pouvoir disposer de 40 exemplaires pour les opérations.

Première édition à l'hôtel des Invalides du concours d'éloquence Georges Clémenceau, organisé par le ministère des Armées. Dans le jury, le ministre, Florence Parly et une batterie de généraux. Les compétiteurs : les grandes écoles civiles et militaires. Cinq minutes pour disserter sur les citations « *Le meilleur moment dans l'amour, c'est quand on monte l'escalier* » et « *La guerre est une chose trop grave pour être laissée aux militaires* ».

Patrick Calvar, ex-patron de la DGSI regrette de ne plus avoir de contact avec son ancienne boutique. « *A ses yeux, les actuels dirigeants de la lutte antiterroriste sont moins capés que lui. Cela signifie qu'on est mal barrés* », analyse un témoin. Mais Calvar dément toute velléité polémique.

La France produit trop de normes, de règlements, d'arrêtés, de circulaires, accuse-t-on, à droite comme à gauche, depuis des décennies. Une antienne. Le candidat d'En marche ! avait dit vouloir « *laisser respirer les gens* » et s'était engagé lui aussi à mettre un terme à l'inflation normative, source à l'entendre d'ankyloses pour les entreprises et de tracas-series pour les particuliers.

Au total, 64 codes (de l'urbanisme, des marchés publics, etc.) régissent notre vie quotidienne et les nouvelles normes introduites chaque année par la loi entraîneraient un surcoût annuel moyen de l'ordre de 500 millions d'euros. « *Notre système est bloqué par la surréglementation* », constate Emmanuel Macron.

Sans surprise, Laurent Berger a été réélu, jeudi 7 juin, à la tête de la CFDT, au quatrième jour du congrès de l'organisation syndicale à Rennes (94,42 %). Le suspens était d'autant plus mince qu'à 49 ans, le secrétaire général était le seul candidat à sa succession.

Tambouille macronésienne

Le QG LREM de la rue Sainte-Anne – 1000 m² tout de même – est déjà trop petit. Il est loué et Castaner veut acheter. Ensuite il présente l'inconvénient de ne pas capter les portables et les ministres ne peuvent pas venir car il n'y a qu'une seule entrée et sortie. Qui a choisi ce claqué ?

Ne possédant aucun groupe à Bruxelles, l'ambition des macronistes aux européennes est de rafler le plus possible des quelque 80 sièges que l'Hexagone doit pourvoir. Car l'idée de Macron est « *de rassembler les progressistes de droite, de gauche et du centre en Europe* » afin de constituer un groupe face aux populistes. Et de réformer le « machin ».

Deux maires d'arrondissement de Paris pourraient in fine être soutenus par les Marcheurs en vue des municipales : Delphine Bürkli, maire LR du IX^e arrondissement, et Jérôme Coumet, maire PS du XIII^e arrondissement.

La conquête de la ville de Rennes, dirigée par la socialiste Nathalie Appéré, fait figure d'objectif numéro 1 de LREM. Les macronistes pourraient miser sur Carole Gandon, référente départementale d'En marche et compagne du député Florian Bachelier ou bien encore de Laurence Maillart-Méhaignerie, député.

Les macronistes se targuent d'avoir des munitions vis-à-vis de Laurent Wauquiez. Surtout l'épée de Damoclès d'un éventuel retrait du soutien des élus MoDem au président de la région Rhône-Alpes, ce qui le mettrait en minorité sur des textes financiers (budget).

Droite

Vide sidéral. Laurent Wauquiez a envoyé une bafouille à plusieurs personnalités dont Jean-Pierre Raffarin, Alain Juppé, Valérie Pécresse pour leur demander leur contribution au débat sur l'Europe qui aura lieu le 30 juin à Menton. Au regard des sensibilités plus que molles, inodores et sans saveur des uns et des autres, on voit déjà la gueule du programme européen de LR. Wauquiez appelle ça vouloir du consensus !

Les pro-Wauquiez seraient en perte de vitesse au sein du groupe des Républicains de l'Assemblée, face au camp des modérés qui compterait désormais une petite soixantaine de députés sur un total de cent. Ce courant n'a pas de leader mais cherche à s'émanciper des consignes du patron du parti. Certains sarkozystes pur sucre montrent aussi de plus en plus de signes d'autonomie.

Il parle, elle le mouche. Il propose, elle contre-attaque. Il chute, elle le regarde tomber... Depuis six mois, Valérie Pécresse ne lâche pas Laurent Wauquiez d'une semelle,

consciente que la bataille pour le leadership de la droite ne fait que commencer. Une conne contre un zombie, on se marre.

La Manufacture, La France audacieuse, Force républicaine... les think-tanks, mouvements ou partis se sont multipliés à droite depuis un an. Avec l'objectif de renouveler le corpus idéologique de la droite. Et virer Wauquiez ! Avec en guest stars : Xavier Bertrand, La Manufacture, de facture social-démocrate version couille-molle ; Christian Estrosi, La France audacieuse, QI 007 ; Bruno Retailleau, Force républicaine, quelle droite ? ; Valérie Pécresse, avec Libre, énarquique !

Les Républicains retombent dans le piège où sont tombés Chirac et Sarko à l'occasion d'un tract tiré à 1,5 millions d'exemplaires sur lequel on peut lire « *Pour que la France reste la France* ». Valérie Pécresse est montée au créneau pour dénoncer un slogan d'extrême droite. Et Valérie Calmels, n°2 du parti a pris ses distances.

Gauche

L'ex-candidat à la direction du PS, Emmanuel Maurel prend ses distances avec les socialistes. L'eurodéputé va créer son club, entre mouvement politique et think tank, pour « *fédérer une gauche républicaine, social, antilibérale* ». Rien que ça !

L'Union et l'Espoir, le courant emmené par Emmanuel Maurel et Marie-Noëlle Lienemann (18,98 % des voix au premier tour du congrès de mars), a organisé, avec le Mouvement républicain et citoyen (MRC) et République et socialisme, un colloque au Sénat, intitulé « *Gauche, année zéro* », il s'articulait autour de deux tables rondes. L'une consacrée à la question du travail et du capitalisme, l'autre à la République. Rame, camarade !

Ian Brossat, adjoint communiste au logement de la maire de Paris, Anne Hidalgo (PS), a été désigné, dimanche 3 juin, tête de liste du PCF aux élections européennes de mai 2019.

Société



Une majorité de parents d'élèves (plus de 62 %) des écoles élémentaires de Provins s'est prononcée en faveur du port, non obligatoire, de l'uniforme lors d'une consultation organisée par la mairie LR de cette ville de Seine-et-Marne. Au retour des vacances de la Toussaint, les élèves des six écoles élémentaires de la ville porteront un uniforme dont le coût sera, selon le maire, « *au maximum* », de 145 euros.

Un enfant sur trente en France est conçu grâce à l'assistance médicale à la procréation (AMP, ou PMA), selon des chiffres de l'Ined dévoilés, en plein débat sur l'extension de ces techniques aux couples de lesbiennes et aux femmes seules. La FIV est largement majoritaire et représente « *70 % des enfants conçus* ».

Un patient hospitalisé sur 20 est touché par une infection nosocomiale (contractée au sein d'un établissement de santé), selon une étude de Santé publique. Une proportion stable par rapport à 2012. D'après cette enquête réalisée tous les

cinq ans en France dans 403 hôpitaux différents, ces infections causeraient la mort de 4.200 personnes chaque année.

Connaissez-vous les métiers qui recrutent le moins ? C'est le résultat d'une enquête du site de recherche d'emploi Qapa. Dans l'ordre : journaliste, documentaliste, employé de banque, imprimeur, artiste. Les trois régions qui recrutent le moins en France sont la Corse, le Centre-Val de Loire et la Bourgogne-Franche Comté.

En revanche les métiers qui recrutent sont : cariste (conducteur d'engins de toute sorte), chauffeur-livreur, comptable, soudeur, tourneur-fraiseur, chaudronnier et technicien dans l'industrie. Au lieu du bac, passez un CAP, telle est la morale de cette histoire.

Les syndicats de la SNCF sont dans l'impasse avec cette grève tournante suivie par seulement 14,28% des cheminots. « *On a le choix entre continuer le mouvement et donc envoyer les grévistes dans le mur parce que le gouvernement n'a pas l'intention de bouger une virgule. Ou bien on arrête la grève, mais quel syndicat franchira le pas le premier ?* »

Faits divers

Original. Une jeune japonaise de 25 ans, après avoir donné naissance à son bébé dans un café de Tokyo, l'a tué et caché le corps dans le casier d'une consigne proche. Elle a été identifiée grâce aux caméras de sécurité.

Un pilote soviétique dont l'avion a été abattu pendant l'intervention des troupes soviétiques en Afghanistan en 1987 vient d'être retrouvé sain et sauf. Il souhaite désormais revenir dans son pays natal. Des négociations sont en cours avec des diplomates afghans pour confirmer son identité et organiser son rapatriement.

Visage de la violence ordinaire. Un adolescent a été tué samedi 2 juin par un « *homme d'origine maghrébine* » qui voulait voler le sac à main d'une mamie, à Mourmelon-le-Grand, dans la Marne. Le meurtrier, qui lui a asséné une vingtaine de coups de couteau, est toujours en fuite

Immigration /islam

L'Aquarius, navire affrété par les ONG SOS Méditerranée et Médecins sans frontières, a secouru 158 personnes, dont neuf enfants, 26 femmes et 36 mineurs non accompagnés et a débarqué tout ce petit monde en Sicile.

Dans le cadre d'une réforme de la politique d'intégration qui, selon lui, « *manque d'ambition* », Édouard Philippe a annoncé le doublement des heures de français proposées aux étrangers s'installant légalement en France. Elles pourraient passer à 400 heures et monter jusqu'à 600 si nécessaire.

Ce qui revient à faire bafouiller le français en l'espace de 25 jours. C'est franchement illusoire de la part d'individus la plupart illettrés. Mais y a mieux dans la bêtise : un « *pass culture* » de 500 € pour les jeunes étrangers en règle ! Pour aller flâner au Louvre ? 500 € pour le billet retour c'est mieux.

Une preuve de plus dans le bidonnage de l'affaire Mamoudou. En 2015, un Tunisien sans papiers a sauvé des flammes deux enfants enfermés dans un immeuble en feu, à Fosses (Val-d'Oise). Ce qui n'a pas empêché que le jeune homme reçoive, deux ans plus tard, une

obligation de quitter le territoire. Il a fallu que son sort soit médiatisé, le 4 juin, pour que son cas soit « *reconsidéré* ».

A propos de la future organisation de l'islam en France, un proche du chef de l'Etat confie : « *Nous avons clairement un problème turc.* » Comprendre : l'entrisme, pour ne pas dire l'emprise, des amis d'Erdogan sur l'islam en France.

Comprendre aussi que l'arrivée d'Ahmet Ogras, un proche d'Erdogan, à la tête du Conseil français du culte musulman, le 1^{er} juillet 2017, est perçue au sommet de l'Etat comme un renforcement de l'influence des Frères musulmans sur cette institution.

Ecologie/ Sciences

Le nombre d'abeilles qui n'ont pas survécu à l'hiver dépasse 30 % et, dans certains territoires, 80%, alors que le taux de mortalité ne devrait pas excéder 5 %. Les apiculteurs devaient manifester dans plusieurs régions, et réclament au gouvernement « *un plan de soutien exceptionnel* ».

Alors que vient de s'achever l'enquête publique sur le projet d'éoliennes au large de Noirmoutier et de l'île d'Yeu, la contestation monte parmi la population locale. 78 % des personnes consultées par l'association NENY (Non aux éoliennes entre Noirmoutier et Yeu) se sont dites défavorables au projet contre 20 % en sa faveur. Parmi les principaux griefs, l'impact visuel, la destruction des fonds marins, l'atteinte à la biodiversité ou les conséquences sur la pêche.

Quotient intellectuel, le fameux QI. L'Afrique noire est en moyenne à 75-80, la France (en régression) est à 98. Seuls les Asiatiques (Chinois, Coréens et Japonais) tirent leur épingle du jeu et demeurent à 105. Bien entendu ils n'acceptent aucune immigration... Quant à la France qui a régressé de 4 points en 15 ans, cela est dû à l'immigration pour une part et d'autre part au désastre de l'éducation.

« *On a tranché, la loi littoral, nous n'y toucherons pas* », a affirmé lundi la secrétaire d'État à la Transition écologique Brune Poirson. Les députés ont supprimé la dérogation qui autorisait les projets photovoltaïques au même titre que les projets éoliens. La possibilité de combler des « dents creuses » (les parcelles vides situées entre deux bâtiments construits dans un même hameau) a été réglée par d'autres amendements.

Une alternative à la chimie. « *Actuellement, la protection des cultures repose largement sur des substances chimiques de synthèse. Les méthodes du biocontrôle permettent une défense bien plus respectueuse de l'environnement et de la santé humaine* », avance Thibaut Malausa, de l'Inra auquel l'institut Sophia Agrobiotech est rattaché.

Le biocontrôle consiste à opposer insectes, bactéries, virus ou champignons aux organismes nuisibles, à disperser des molécules odorantes pour les éloigner, à épandre des substances naturelles pour les tuer ou à réaménager le paysage pour favoriser la présence de leurs ennemis naturels.

Pour l'instant, le recours au biocontrôle est rare dans les cultures françaises. Malgré une croissance rapide (10 % à 15 % par an), cette approche ne représente que 5 % du marché des insecticides, et est employée surtout en serre.

Hallucinant. Environ 5.000 milliards de sacs en plastique sont consommés dans le monde chaque année, soit presque 10 millions par minute, selon un rapport de l'ONU. Seuls 9 % des neuf milliards de tonnes de plastique que le monde a produites ont été recyclées.

Une part à peine plus grande – 12% – a été incinérée. Le reste a fini dans les décharges, les océans, les canalisations, où elles mettront des milliers d'années à se décomposer totalement.

C'est une sorte de Graal poursuivi par de nombreux scientifiques : transformer le gaz carbonique atmosphérique en carburant. Le professeur Rosenthal, de l'université du Delaware, pense l'avoir atteint, après huit ans d'efforts, en utilisant du bismuth – un métal très commun sur la Terre – comme catalyseur. Il le conditionne sous la forme d'un film très fin plongé dans un bain salé. Le gaz carbonique qui est injecté dans la préparation ressort sous forme d'hydrocarbure. Alchimique !

Génocide. La faible diversité des chromosomes mâles Y fait dire aux généticiens de Stanford qu'il y a 7 000 ans, et durant deux millénaires, l'effectif des hommes aurait chuté, se retrouvant 17 fois inférieur à celui des femmes. Ils l'expliquent par des guerres claniques : les hommes se seraient entre-tués, d'où l'appauvrissement de la diversité du chromosome Y.

Après neuf ans de construction aux chantiers navals de Saint-Pétersbourg, la première centrale nucléaire flottante au monde a été mise à l'eau. Baptisée Akademik Lomonosov, elle est composée d'une barge d'acier de 144 mètres de longueur pour 30 mètres de largeur.

En route pour le port de Mourmansk, elle y recevra deux réacteurs compacts à eau pressurisée KLT-40S, qui équipent d'ordinaire les brise-glaces et les sous-marins. Chacun fournira 70 MW/h d'électricité. En 2019, la centrale reprendra la mer pour rejoindre le port de Pevek, sa destination finale dans la péninsule de Tchoukotka, en Sibérie orientale.

Un réacteur nucléaire de type EPR a démarré pour la première fois, à Taishan (Chine), a annoncé EDF qui participe au projet. Le site chinois est le premier à démarrer dans le monde, alors que d'autres sont en construction, en Finlande, au Royaume-Uni et en France, à Flamanville (Manche).

Economie



Les alliés des Etats-Unis ont unanimement protesté lors d'un G7 Finances contre la politique commerciale agressive menée par l'administration Trump. Un «G6+1» a ironisé ministre de l'Economie, Bruno Le Maire. D'ores et déjà, l'Union européenne, le Mexique et le Canada ont pris des mesures pour taxer à leur tour des produits américains.

250 millions, c'est, en euros, la somme que la Société générale va verser aux Etats-Unis, afin de mettre un terme aux poursuites qui l'y visent pour ses transactions jugées illicites avec le fonds souverain libyen, selon l'accord de transaction dévoilé lundi 4/6.

Le numéro 1 européen de l'hôtellerie Accor rêve de monter à bord d'Air France-KLM. Cette opération

passerait par le rachat de tout ou partie des actions détenues par l'Etat dans la compagnie aérienne. A ce jour, l'Etat français détient 14,3 % du capital et 22,7 % des droits de vote du groupe Air France-KLM.

Le constructeur PSA a annoncé lundi qu'il a commencé le processus de suspension des activités de ses co-entreprises en Iran. L'objectif est de se conformer à la loi américaine d'ici au 6 août prochain, après le retrait des États-Unis de l'accord de 2015. PSA reste toutefois en contact avec les autorités américaines pour envisager une dérogation.

Le plan de retrait de PSA d'Iran prévoit le report de lancements de nouveaux modèles, mais un maintien de la production locale de pièces, qui accompagnera l'effacement provisoire derrière les partenaires Iran Khodro (Peugeot) et Saipa (Citroën).

Les produits resteront les mêmes, mais le nom de Monsanto disparaîtra. C'est ce qu'a décidé le chimiste allemand Bayer, sur le point d'acquérir la firme américaine à la réputation sulfureuse pour laquelle il a déboursé près de 63 milliards de dollars.

Culture / médias

Les Guignols de l'info c'est terminé. Il faut dire que Vincent Bolloré voulait leur peau. Les auteurs historiques ont d'abord été virés, puis le producteur de toujours, Yves le Rolland, remplacé par un «Bollo boy» (David Gauthier) missionné pour faire le moins de vagues possibles. Les Guignols ont connu leur heure de gloire dans les années 90 où il y eut de grands moments avec Bernard Tapie (« *Salut bonhomme* ») et Chirac en Supermenteur.

A revoir

Bernard Tapie...

un p'tit coup de Chirac

Remue ménage et méninges à Europe 1. Daphné Bürki est dégagée et Franck Ferrand, qui animait une excellente émission d'histoire, rend son tablier. Patrick Cohen resterait dans la station car on ne vire pas un mec comme lui. Et c'est Nikos Alliagas qui prendrait la tanche 7-9 heures. Mais il devra faire son deuil de TF1. Enfin, la venue du bon docteur Michel Cymes, déjà sur RTL, devrait se régler à coups de 0 sur le chèque.

Le salon « Paris se livre » est une manifestation littéraire originale à plus d'un titre. Elle met en avant les ouvrages qui parlent de la capitale, et dans tous les genres : roman, essai, histoire, beau livre, bande dessinée, jeunesse, polar... Et elle se tient au sommet de la tour Montparnasse, du 29 juin au 1^{er} juillet, ce qui fait d'elle le plus haut salon du livre en Europe. Pour sa dixième édition, l'événement est parrainé par l'académicien Dany Laferrière.

Bertrand Delais, auteur de documentaires sur la campagne d'Emmanuel Macron qui prend ce mois-ci ses fonctions de président de LCP-AN, est en passe de recruter le politologue Gaël Brustier, qui a claqué la porte en mars de la webtélé lancée par des proches de Jean-Luc Mélenchon, Le Média. La ligne idéologique reste la même... à gerber !

Le quotidien du groupe de presse catholique Bayard connaît un exercice 2017-2018 difficile. Alors qu'il bénéficiait jusqu'ici d'une certaine stabilité, il vient de connaître une baisse marquée de sa diffusion papier, avec des ventes sous les 4 000 exemplaires.

Le canal 14 de la téléloche appartenant à France Télévisions va être supprimé par mesure d'économie. Le sort de France Ô est en suspens. L'Etat pourrait préempter canal 14 pour remonter Franceinfo juste devant BFMTV, tandis que LCI viserait France Ô.

Homme blanc t'as bien le bonjour de la mère Nyssen

La ministre cultureuse Nyssen a expliqué tout ce qu'il y a de plus officiellement aux patrons de chaîne qu'elle voulait des médias « engagés » pour « changer les mentalités des Français ». Et, pour ceux qui n'auraient pas compris, elle a déploré que notre pays soit « hautement réactionnaire » car il refuserait la diversité. Dans sa traque, la ministre pourra compter sur l'appui zélé du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Il revient en effet à cette aimable institution de compter les « personnes perçues comme non blanches » (sic) qui passent à la télévision et de traquer leur « surreprésentation dans des rôles à connotation négative » (re-sic)

Europe 1 vient de recruter Audrey Crespo-Mara, la meuf de Thierry Ardisson et qui officie sur TF1. Elle reprendrait l'entretien de 8h15 qui était animé par Patrick Cohen. Mais la Crepo resterait néanmoins sur TF1 car faut pas déconner avec le pognon.

Remise des Gérards, à savoir les mecs et les meufs les plus nuls du PAF. La récompense, un parpaing doré. Les lauréats : Jean-Marc Morandini (tu le crois mort, il est en vie), Jean-Jacques Bourdin (l'animateur qui fait peur), Pacal Praud, Gilles Verdez (le légume), Claire Chazal (retour de la mamie), Canal +, Faustine Bollaert, Alessandra Sublet (dont on n'a plus de nouvelles), Laurent Ruquier (pour avoir pris Christine Angot), etc.

France Télévisions. Exit les patrons de chaînes place aux directions thématiques. Michel Field, Culture et spectacle (idéologiquement conforme) ; Nathalie Darrigrand, les magazines ; Tiphaine Raguenel, jeunesse et éducation ; Dana Hastier, documentaires ; la fiction reste aux mains d'Anne Holmes, le sport dans celles de Laurent-Éric Le Lay et l'info chez Yannick Letranchant. Le tout sous la houlette de Takis Candilis, le directeur des programmes de l'ensemble du groupe.

Le contrat mirifique de 50 millions € par an signé entre la chaîne C8 (Canal+ -Bolloré) et la société de production de Cyril Hanouna H2O, plombe les comptes de chaînes qui accuse un déficit de 75 millions €. Du jamais vu depuis 2005. Mais l'émission connaît, en revanche, une bonne santé financière.

Panurge. La société Syllabs, qui a levé 2 millions d'euros au second semestre 2017, issus notamment d'Ouest-France, compte fournir de plus en plus de contenus réalisés par son robot de rédaction aux médias. Syllabs, qui travaille déjà avec *le Monde*, *Radio France* et *l'Express*, vise en premier lieu l'information sportive, les cours de Bourse et les résultats des élections locales.

La vente de l'hebdomadaire *VSD*, ex-Prisma, à l'homme d'affaires Georges Ghosn a déclenché vingt clauses de cession. Seuls dix journalistes poursuivront donc l'aventure avec le nouveau propriétaire.

Europe

Union européenne. Pour la première fois dans l'histoire de l'Union européenne, le budget de la Politique agricole commune (PAC) va diminuer, au point, tout un symbole, de perdre sa place de premier budget de l'UE au profit de la politique régionale (fonds structurels).

Le coup de tonnerre romain confirme l'intuition : à l'échelle du continent, le condominium droite-gauche est à l'agonie et l'avenir politique de l'UE va se jouer, dans onze mois, sur un affrontement entre ceux qui entendent moderniser le système à marche forcée et ceux qui cherchent à le dynamiter.

Ce sera Emmanuel Macron et une alliance aux contours encore flous, contre l'Italien Matteo Salvini, le Hongrois Viktor Orban ou encore le Polonais Jaroslaw Kaczynski. L'ambition reste la même : ouvrir un espace politique entre les deux forteresses conservatrice et sociale-démocrate qui font la loi dans l'UE depuis deux générations. Les premiers pointages pour mai 2019 montrent que les deux grands partis n'auront plus, ensemble, la majorité dans l'hémicycle.

La réunion des ministres de l'intérieur à Luxembourg sur les problèmes d'immigration s'est achevée, comme il fallait s'y attendre, sur un constat d'échec de la réforme du droit d'asile en Europe. Du coup, le ministre de l'intérieur italien, Matteo Salvini, qui ne s'était pas déplacé, menace de renvoyer 500 000 migrants et de fermer les ports de son pays.

Pas moins de 18000 militaires de 19 pays ont ainsi été mobilisés en Pologne et dans les États baltes dans le cadre de la 8e édition de l'exercice Coup de sabre, qui se déroule du 3 au 15 juin. La Pologne pourrait déboursier entre 1,2 et 1,7 milliard d'euros pour financer le stationnement d'une brigade américaine. Ces derniers mois, l'Otan a multiplié les exercices le long des frontières russes.

Otan. Lors d'une réunion de l'Otan à Bruxelles, les ministres ont dévoilé un nouveau plan pour renforcer leur présence dans toute crise européenne avec le déploiement de 30 bataillons de troupe, 30 escadrons d'avions et 30 navires de guerre dans les 30 jours. Les détails du plan, établi par les États-Unis et devant être en place d'ici à 2020, restent peu précis.

Allemagne. Depuis ce vendredi 1/6, chaque bâtiment officiel de « l'État libre de Bavière » doit arborer dans son entrée une croix chrétienne. Ainsi en a décidé Markus Söder le ministre président CSU du Land. A cinq mois des élections, il entend juguler la tentation de ses électeurs de voter AfD.

Alexander Gauland, n°2 du parti AfD, a déclaré qu'Adolf Hitler et les nazis n'avaient été qu'une « fiente d'oiseau en mille ans d'histoire allemande à succès (...) Nous avons une histoire glorieuse et celle-ci a duré plus longtemps que ces douze fichues années. »

La réaction d'Angela Merkel à l'égard du changement de gouvernement en Italie est la suivante, « la solidarité entre partenaires européens ne peut jamais aboutir à une union des dettes ». L'une parle de fric, l'autre fait de la politique. Concernant l'Europe, le discours de Merkel est purement économique.

Avant son départ pour le Canada où se tient la réunion du G7 la chancelière, Angela Merkel, a déclaré s'agissant du Grand Satan, « nous ne devrions pas juger les États-Unis trop sévèrement (...) Mais, nous, les Européens, devons nous occuper davantage de nous-mêmes. » Merkel, toujours entre deux...

Les relations germano-américaines sont tendues. Donald Trump est plus impopulaire que jamais outre-Rhin. « Les Allemands se sentent attaqués. Ils sont conscients que Trump attaque l'ordre libéral international qui profite tant à l'Allemagne. En outre, ils ont l'impression que Trump met un point d'honneur à affaiblir ce pays en particulier », constate un observateur.

Danemark. Le premier ministre danois, Lars Lokke Rasmussen, a annoncé que son pays était en discussion avec l'Autriche et « d'autres pays » pour la mise en place d'un « nouveau régime européen de l'asile ». Point central du dispositif : la création de « centres communs de réception et d'expulsion en Europe », mais hors du territoire de l'UE semble-t-il. En clair, des camps de rétention, où se retrouveraient des migrants ne pouvant prétendre à une demande d'asile, ou ne pouvant être rapidement renvoyés.

Espagne. Avec le départ de Mariano Rajoy, le parti libéral Ciudadanos a le vent en poupe. D'autant qu'il s'est fâché avec le Parti populaire (PP) et le parti socialiste. Il est désormais le seul parti capable de mener une opposition musclée, tant le PP est démonétisé par les scandales. À l'Assemblée, avec ses 34 députés, il joue un rôle d'arbitre. Albert Rivera, patron de Ciudadanos, l'homme fort de demain ?

Le nouveau chef du gouvernement, le leader socialiste Pedro Sanchez, va être sur la corde raide en permanence vu qu'il ne dispose que de 84 députés sur les 350 que compte le Congrès des députés. C'est là l'un des paradoxes de la constitution espagnole, le chef du gouvernement peut changer mais pas la majorité parlementaire. Or, au Congrès comme au Sénat, le Parti populaire de Mariano Rajoy est majoritaire avec le Ciudadanos. Olé !

Pour son exécutif de transition, le chef du Parti socialiste, Pedro Sánchez, a fait un choix féministe, européiste. Et n'a confié que 6 portefeuilles sur 17 à des hommes dont deux sont gay ! La préférence a été donnée aux compétences au détriment des appartenances politiciennes. On verra bien à l'usage.

Italie. Lors d'un mitinje en Vénétie, Matteo Salvini, ministre de l'Intérieur a déclaré : « *La planque, c'est fini. Les clandestins doivent faire leurs valises et partir dans le calme.* » Le chef de file des souverainistes italiens a annoncé qu'il ferait fermer les ports italiens aux navires des organisations humanitaires ayant secouru des migrants en mer.

Il s'en est, à nouveau, pris à la Commission européenne « *qui veut imposer 100 000 immigrés de plus à l'Italie* ». « *La Sicile ne deviendra pas le camp de réfugiés de l'Europe* », a-t-il proclamé en annonçant l'ouverture prochaine de centres d'expulsions.

Au Luxembourg, l'Italie enverra une délégation pour dire non : « *Les propositions de la Commission pénaliseraient une fois de plus les pays européens riverains de la Méditerranée et feraient le jeu de l'Europe du Nord. C'est inadmissible. L'Italie ne doit plus rester seule et la Sicile ne peut pas devenir le plus grand camp de réfugiés d'Europe. Nous ne l'admettons pas. L'Europe doit maintenant passer à l'action* », lance Matteo Salvini.

Allusion explicite au fait que l'Italie pourrait se ranger du côté de Viktor Orban et chercher à prolonger en Méditerranée centrale l'axe des pays du pacte de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie) réfractaires à la politique des quotas de Bruxelles.

Russie. Vladimir Poutine, faisant la nique à Trump, a, de son côté, invité le leader nord-coréen à se rendre en Russie en septembre. Moscou a proposé à Kim Jong-un de se rendre au Forum économique oriental, qui aura lieu en septembre à Vladivostok, dans l'Extrême-Orient russe.

Le premier déplacement de Vladimir Poutine depuis sa réélection est pour l'Autriche. Normal, car ce pays a refusé d'expulser les diplomates russes dans la foulée de l'affaire Skripal. Au plan économique, l'Autriche est aussi une carte maîtresse.

Vienne reste le principal centre de distribution d'Europe centrale pour le gaz arrivant de Russie. L'accord gazier qui lie les deux pays a été prolongé jusqu'à 2040. Moscou apprécie aussi le travail mené par Vienne en faveur du projet de gazoduc Nord Stream 2, dont la construction prévue dans la Baltique inquiète nombre de pays d'Europe orientale qui craignent une dépendance accrue à l'égard de Moscou et un abandon de l'Ukraine.

Et comme le confirme Poutine, « *Nous avons plutôt intérêt à ce que l'Union européenne soit florissante, puisque c'est notre premier partenaire économique.* » Et le chef du

gouvernement, Sebastian Kurz milite pour l'annulation des sanctions à l'égard de la Russie.

Vladimir Poutine est longuement revenu sur les promesses de son nouveau mandat – le quatrième – courant jusqu'en 2024 : augmenter l'espérance de vie et redresser la démographie déclinante de la Russie, diviser par deux la pauvreté et faire entrer son pays dans les cinq premières économies mondiales.

Slovénie. L'ancien premier ministre conservateur, Janez Jansa, est arrivé en tête des législatives slovènes dimanche 3/6, avec 25 % des voix. Mais ce proche du premier ministre hongrois, Viktor Orban, qui a fait campagne sur le spectre d'une invasion migratoire, n'est pas assuré de pouvoir former une majorité.

Suède. Ce pays a décidé de réarmer et le Parlement recommande d'allouer 400 millions € à la reconstruction de la défense totale du pays. En fait, les Suédois ont la trouille d'un conflit avec la Russie, nommément désignée.

Depuis 2015, le pays a investi massivement dans son armée, rétabli le service militaire obligatoire, remilitarisé l'île de Gotland. L'Agence nationale de la protection civile, chargée de coordonner les efforts des agences gouvernementales, régions et associations, travaille sur la base de quatre scénarios.

Fin 2016, les 290 communes ont été informées que leur gestion de crise en temps de paix devait désormais prendre en compte l'hypothèse d'un conflit armé. Bizarre cette psychose. Morale de l'histoire de la directrice de la sécurité : « *Si nous sommes prêts pour la guerre, nous pourrions affronter n'importe quelle crise.* » Le « régime suédois » les a rendu stupides.

International

Etats-Unis. Donald Trump a confirmé la tenue de son sommet avec Kim Jong-un le 12 juin à Singapour après avoir reçu pendant plus d'une heure à la Maison-Blanche le bras droit du dirigeant nord-coréen, le général Kim Yong-Choi.

Le président américain pousse les feux en direction de ses alliés du golfe Persique. Il propose aux chefs d'Etat arabes un plan Marshall pour le Moyen-Orient, avec 30 milliards de dollars cofinancé par les monarchies du Golfe. Cette manne serait proposée à l'Autorité palestinienne, à la Jordanie et à l'Egypte, lesquelles seraient invitées à ce sommet.

Donald Trump a assuré, avoir en théorie le « droit absolu » de s'accorder à lui-même la grâce présidentielle, alors que l'enquête sur l'ingérence russe dans sa campagne vise déjà plusieurs de ses proches. Le président américain jure dans le même temps n'avoir rien à se reprocher.

Pour la prochaine élection de Miss America, les candidates ne seront plus jugées sur des critères physiques et n'auront plus à défiler en maillot de bain a annoncé la présidente du concours, Gretchen Carlson. Cette dernière, journaliste, a dénoncé Weinsteiniser le Pdg de la chaîne Fox News pour harcèlement sexuel. Ben, si elles sont plus à poil, comment juger ?

Signe de la grande fragilité de l'économie mondiale, la dette cumulée des ménages états-uniens bat des records, selon les derniers chiffres de la Federal Bank de New York. Le précédent pic date du troisième trimestre 2008, en pleine crise des subprimes.

Pourquoi, nous autres Européens, baissons notre froc ?**



Place à l'Autre ! Cela fait deux ou trois décennies que les populations européennes s'imposent une sorte d'apnée sociale et morale, elles n'osent pas respirer. D'où la décision de l'Europe de n'être rien que le lieu des droits de l'homme – vide de toute forme de vie propre – pour que l'Autre puisse y être tout ce qu'il est ou veut être. Cette posture qui se veut « progressiste » gouverne les affects de tous les citoyens ou presque, même s'ils regimbent aussi bruyamment que vainement.

(...) C'est nous qui dévorons notre propre substance au nom d'une idée devenue folle [*les droits de l'homme*]

Envisageons que cette tendance perdure dans les décennies à venir. Quelles en seraient les conséquences ?

Vous êtes optimiste, en parlant des décennies à venir ! La paralysie s'est installée en Europe, au niveau de l'Union européenne et à l'intérieur des différentes nations. De quelque côté que l'on se tourne, c'est échec et mat : entre le Royaume-Uni et l'Union, entre Barcelone et Madrid, entre les populistes et les partis respectables, entre Paris et Berlin... Cette paralysie de tous les agents politiques en Europe nous jette dans une situation d'autant plus intenable que, hors d'Europe, des géants s'ébrouent et s'étirent. L'Union devait nous donner la force qui manque aux nations séparées ; le président Trump parle, le lendemain les plus grandes entreprises européennes annoncent qu'elles se retireront d'Iran à moins d'une grâce américaine. Pourquoi les autres agissent-ils – judicieusement ou sottement, mais enfin ils agissent – et pourquoi nous, les Européens, sommes-nous de plus en plus incapables d'agir ? Pourquoi sommes-nous les seuls agents dont les jarrets sont coupés ? Les grandes décadences ont toujours quelque chose d'énigmatique, mais je crois que, si nous sommes paralysés, c'est d'abord par l'idée du juste qui nous domine, l'idée de ce qui est juste et légitime, et qui se ramène à la légitimité exclusive des droits individuels. Nous ne croyons pas réellement que nous ayons le droit de faire quelque chose pour l'utilité ou l'honneur d'une chose commune, de décider et d'accomplir quelque chose pour l'utilité ou l'honneur de notre pays ou de l'Union. Nous nous sommes à ce point rétractés, empêchés de respirer, mis dans la dépendance de l'Autre, que nous sommes devenus incapables d'agir politiquement à l'intérieur et à l'extérieur. Or précisément, l'Autre agit, l'Autre est en mouvement, l'Autre nous bouscule... Le temps nous est compté.

Guillaume Perrault pour le Figaro Magazine 9/06/2018

* Pierre Manent est professeur de philosophie politique. Il a été l'assistant de Raymond Aron. Dernier ouvrage paru : *La loi naturelle et les droits de l'homme* (PUF, 2018).

** le titre est de nous

Sites à consulter

[TVLibertés, l'unique, la grande, l'incontournable](#)

[l'arnaque Mamoudou dévoilée](#)

[chaque jour des Français réalisent des exploits... quelques exemples](#)

[les fakes news de Bernard-Henri Lévy](#)

[police de la pensée...radiophonique](#)

[nocivité de l'Unesco](#)

Journée de lecture

Les guerriers de la plus grande Asie, par Jean Mabire, préface de Rémy Valat, Deterna, 274 p., 29 €, réédition.

Les guerriers de la plus grande Asie rassemble des biographies de figures historiques qui ont participé à des degrés divers au programme d'expansion du Japon en Asie. Une expansion qui en dépit d'une volonté évidente de fonder un empire colonial (ayant eu pour corollaire une politique de pillage économique) avait aussi pour ambition de libérer les peuples asiatiques de l'impérialisme occidental. Dans ce but, en 1938 avait été émise l'idée de la création d'une communauté économique asiatique sous tutelle japonaise (la Sphère de coprosperité de la Grande Asie orientale) qui regrouperait les pays progressivement intégrés à l'empire nippon au fil des conquêtes militaires.

A commander ici [deterna](#)